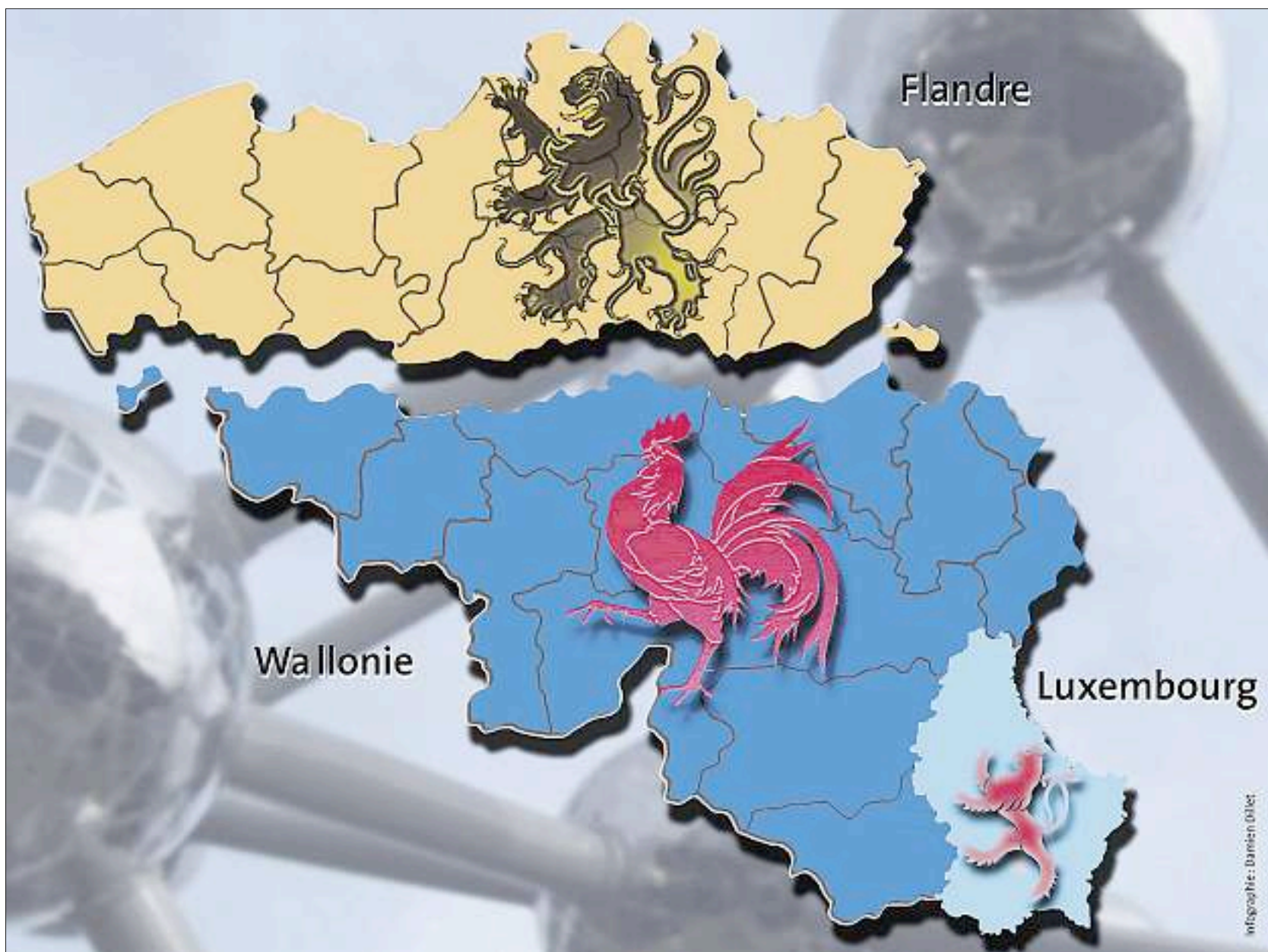


L'incroyable hypothèse

La crise belge fait craindre une scission entre Flandre et Wallonie. Plusieurs cas de figure sont envisagés. Notamment la création d'un État fédéral avec le Grand-Duché.



Laurent Lintermans, administrateur du Conseil de l'Europe et membre du conseil d'administration de l'Union francophone des Belges à l'étranger, conçoit bien l'idée d'un État fédéral composé du Luxembourg, de la région bruxelloise et de la Wallonie, qui inclut la Communauté germanophone.

«Créer un état fédéral avec le Luxembourg, en cas de scission. Cette idée a été proférée par Laurent Lintermans, administrateur du Conseil de l'Europe et membre du conseil d'administration de l'Union francophone des Belges à l'étranger. Un cas de figure qui, selon lui, n'aurait pas que des avantages pour la Wallonie, mais aussi pour le Luxembourg.

En cas de scission, la région wallonne qui inclut la Communauté germanophone, ainsi que la région bruxelloise deviendraient une région à part entière. Celle-ci pourrait par la suite proposer au Grand-Duché la création d'un État fédéral. Ce cas de figure a été proposé, pour la

première fois, par Pierre Lintermans, administrateur du Conseil de l'Europe et membre du conseil d'administration de l'Union francophone des Belges à l'étranger. D'après lui, «il ne s'agit pas de trouver une source de remboursement de l'ancienne dette belge, ni de financer le chômage wallon, mais de s'inscrire dans une nouvelle structure porteuse d'avenir pour chaque entité fédérée et pour la fédération dans son ensemble».

Pierre Lintermans est, en outre, d'avis que cette fédération fonctionnera bien, car la Wallonie et le Grand-Duché ont beaucoup de points en commun. «Les deux pays accueillent beaucoup d'institu-

tions européennes et la Belgique et le Luxembourg sont deux pays qui sont fondamentalement européens, dans la mesure où les deux ont voté en faveur de la Constitution européenne». Par ailleurs, il rappelle que nos familles royales sont apparentées.

Renforcement politique et économique pour tous

Pierre Lintermans voit également une complémentarité, sur le plan économique, entre les régions belge et luxembourgeoise. Bien que le Luxembourg ait actuellement une économie florissante, il risque, dit-il, d'être freiné dans le futur par le manque de territoires et de main-d'œuvre, pendant que la Wallonie

dispose de beaucoup d'espace et de main-d'œuvre. Pierre Lintermans ajoute qu'une telle association peut créer une entité politique et économique plus forte au niveau européen et mondial, de par l'augmentation de la démographie.

Il précise finalement que cette idée de création d'un État fédéral avec le Grand-Duché ne se trouve actuellement qu'au stade d'hypothèse. «Il ne s'agit que d'une idée personnelle. En regardant le pseudoreportage de la RTBF sur la scission de la Belgique, j'ai eu vraiment peur. À ce moment, je me suis posé la question, du sort de la Wallonie sans la Flandre».

Cecilia Lima de Pina

Éditorial

Liberté pour tous!

La crise que traverse actuellement la Belgique est finalement salutaire pour l'Europe. Bercés par la stabilité qui est la nôtre depuis la fin de la Seconde Guerre, nous oublions parfois que l'histoire ne suit pas forcément les plannings des décideurs politiques.



C'est ainsi. Rien n'est figé. Et ce que nous estimons être des certitudes, aujourd'hui, ne peut être que souvenirs, demain. C'est ainsi, rien n'est figé. L'Europe a pourtant eu une sérieuse piqûre de rappel au début des années 90. L'effondrement du bloc soviétique et l'éclatement des Balkans ont rendu les manuels de géographie de plusieurs générations obsolètes. Ça pourrait continuer.

Il y a 180 ans, la Belgique n'existait pas. Et personne ne peut actuellement assurer qu'elle sera toujours là dans vingt ans. Et pourtant... Pays fondateur de l'Union européenne, membre du Benelux, ancienne puissance industrielle de premier ordre mondial, le royaume belge n'est pas un petit pays dans l'histoire du Vieux Continent. Mais il recherche toujours, depuis son accession à l'indépendance en 1831, l'équilibre nécessaire pour faire vivre deux communautés trop différentes pour donner naissance à un vrai peuple. Au plat pays, on est ou flamand, ou wallon. Voire bruxellois. Rarement belge.

Si la crise devait se prolonger chez nos voisins, qui sait ce qui arriverait en Europe? Un éclatement de la Belgique pourrait être le premier domino d'une longue série. Nul doute que les Basques, les Corses, les Catalans et beaucoup d'autres sentiraient grandir leur volonté d'émancipation. Sans pour autant rejeter le sentiment européen. Ou comment conjuguer union continentale, sauvegarde de l'identité nationale et communautarisme régional dans un contexte de mondialisation... Un sacré casse-tête en perspective, pourtant inéluctable.

Car, à force de confondre État-nation et peuples, les dirigeants politiques en ont oublié la valeur de liberté individuelle. Le choix d'appartenir à une collectivité quelconque, qu'elle soit nationale, religieuse ou culturelle ne se fait pas dans un bureau de l'administration mais dans le cœur, la tête ou les tripes des individus. C'est un choix purement personnel.

C'est pourquoi l'Europe doit éviter de s'imposer comme un cadre supranational pour offrir un véritable espace de liberté aux peuples, qui se détermineront par eux-mêmes.

Noël Labelle

«Une charge financière pour le pays»



Jean-Benoît Pilet est chargé du cours «Régimes politiques des pays occidentaux» à l'Université libre de Bruxelles (ULB).

«Je pense que pour le Grand-Duché, le fait de fonder un État fédéral avec la partie francophone de la Belgique représenterait plutôt un poids financier, compte tenu de la dette que les Wallons traînent depuis longtemps et le taux de

chômage très élevé. Je ne pense donc pas que le Luxembourg verrait d'un bon œil une fédération avec la Wallonie. Je pencherai plutôt pour un régime de collaboration entre le Grand-Duché et la Wallonie, où cette dernière resterait une région indépendante en essayant de garder Bruxelles.

Je ne crois pas à une scission de la Belgique à court terme. Ce pays a connu des épreuves plus dures que celle-ci. Dans les années quatre-vingts, par exemple, des milliers de Flamands avaient déjà manifesté dans les rues pour la création des régions wallonne et flamande. Ces tensions entre francophones et néerlandophones sont donc une vieille histoire. Ce n'est rien de nouveau. Mais il faut tout de même dire que les générations politiques changent. Les politiciens ont de nos jours de moins en moins l'habitude de négocier. Ce qui fait qu'ils se connaissent moins. C. L. P.

Yves Leterme quand même?

Il reste probable que le chrétien-démocrate flamand, Yves Leterme, prenne la tête du prochain gouvernement belge bien qu'il ait renoncé au rôle de «formateur» de coalition en raison d'un blocage sur son projet de réforme de l'État, estiment les commentateurs belges.

Selon eux, l'équipe que dirigerait Leterme dans cette hypothèse ne comprendrait pas de socialistes - laminés lors des législatives de juin qui ont accentué la crise politique entre Flamands et Wallons - et s'attaquerait à une politique de décentralisation au cœur du débat national.

Les commentateurs francophones eux-mêmes, tout en évoquant le libéral Didier Reynders, ministre des Finances sortant, comme candidat possible au poste de Premier ministre, considèrent qu'il n'y a guère d'autre choix que celui de Leterme.

«Un possible avantage politique»

Pierre Vercauteren est politologue aux Facultés universitaires catholiques de Mons (FUCaM). Pour lui, l'hypothèse d'une scission de la Belgique est envisageable.

«Il faut savoir que l'annexion de la Wallonie par le Grand-Duché tel qu'envisagée par Laurent Lintermans n'est qu'un cas de figure. Les politiciens n'en ont pas encore parlé. Et de toute façon, si c'était vraiment envisagé, il faudrait un accord des deux côtés, donc aussi du côté luxembourgeois.

Il faut dire qu'une fédération entre la région wallonne de la Belgique et le Luxembourg pourrait apporter des avantages, aussi bien pour les Wallons, qui pourraient profiter et apprendre de la structure économique spécifique du Grand-Duché, que pour le Luxembourg, qui, grâce à cette fédération, gagnerait en poids démographique et par la suite en poids politique au niveau européen. De même, il ne faut pas oublier que la Wallonie comporte beaucoup de bonnes entreprises



qui sont déjà des partenaires du Luxembourg.

Je ne pense pas qu'il y aura une scission à court terme, mais dans dix à quinze ans, cela pourrait être possible. Si ces tensions se reproduisent, elles peuvent fragiliser les liens entre les deux régions de la Belgique. Un divorce sera par la suite très probable. C. L. P.